

LA PRESSE EN REVUE...



VENDEDI 13 FÉVRIER 2015

SOMMAIRE

- 1) Un père fondateur en colère
- 2) Une régression notoire
- 3) Béziers : le laboratoire du FN
- 4) Carvounas très mécontent
- 5) A vos ordres ?!...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) L'ancien ministre Pierre Joxe en guerre contre la loi Macron



Pierre Joxe THOMAS SAMSON / AFP

Pierre Joxe, avocat au barreau et plusieurs fois ministre de François Mitterrand, dénonce la "**déconstruction**" du droit du travail par le gouvernement et fustige la loi Macron, dans un entretien à Mediapart publié vendredi 19 décembre.

"Aujourd'hui, on assiste à une déconstruction (du droit du travail)", regrette l'avocat. "Ce n'est pas une démolition, c'est un effritement. Il y a une accélération récente et je pense qu'on va en parler avec" la loi Macron.

Macron et Emmanuelli, même combat?

Emmanuel Macron, d'ailleurs, ressemble pour Joxe "un peu à (Henri) Emmanuelli. Tous les deux étaient chez (la banque) Rothschild, tous les deux sont entrés au gouvernement".

Il tacle également le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement Jean-Marie Le Guen qui avait prédit, dans un texte cosigné en février avec d'autres députés socialistes sur le site de l'"Obs", qu'"il faudra que Hollande s'attaque à un redoutable tabou national, celui des rigidités d'un code du travail qui est devenu un puissant répulsif de l'emploi".

"Qu'une dizaine de députés socialistes puissent signer, un siècle après la création par Clemenceau du premier ministère du travail, un siècle après le premier code du travail, un siècle après la première loi sur le repos hebdomadaire, un texte expliquant que le code du travail est un puissant répulsif, c'est stupéfiant!", fustige l'ancien député.

Opposé au travail dominical

Le projet de loi Macron contient, pour Joxe, "*des choses ahurissantes*" comme la possibilité de réviser "par ordonnances, donc en évitant le débat public, (...) la nature et le montant des peines applicables en cas de délit d'entrave" au travail des délégués syndicaux et des représentants du personnel.

Cet ancien membre du Conseil constitutionnel (2001-2010), où il raconte avoir été "*très seul*" face aux "*conservateurs*" et aux "*réactionnaires*", affirme également son opposition au travail dominical dans le secteur commercial, "exclusivement destiné aux intérêts des groupes de la grande distribution".

Nostalgique, cet ancien ministre de l'Intérieur,

puis de la Défense, âgé aujourd'hui de 80 ans, prévoit pour 2015 "*une profonde réflexion sur la prise de pouvoir par la gauche socialiste. (...) C'est ma famille. J'ai fondé le parti socialiste, j'ai participé à sa création, c'est même la première fois que j'ai adhéré à un parti. Mais comme beaucoup au parti socialiste, cette famille est devenue un peu théorique*".

Une interview chaudement recommandée par l'ex ministre, Cécile Duflot qui ne cache plus son mécontentement depuis son départ du gouvernement sur twitter :



Cécile Duflot ✓ @CecileDuflot
C'est simple vous DEVEZ écouter ou lire Pierre Joxe, solide et clair, "éberlué" par la politique du gouvernement. <http://bit.ly/1AmAEPp>
10:12 PM - 19 Dec 2014

nouvelobs.com

II) « Régression brutale » de la liberté de la presse en 2014

Le Monde.fr avec AFP



La liberté de la presse dans le monde en 2015, selon Reporters sans frontières. RSF

La liberté de la presse a connu une « régression brutale » en 2014, avec « les deux tiers des 180 pays [qui] font moins bien que dans l'édition précédente », selon le classement annuel de Reporters sans frontières (RSF), publié jeudi 12 février.

« Il y a eu une détérioration globale, liée à des facteurs très différents, avec l'existence de guerres

de l'information », a commenté Christophe Deloire, secrétaire général de RSF. L'organisation non gouvernementale relève par ailleurs « l'intensification de la violence envers les reporters et les net-citoyens couvrant les manifestations », citant les cas de l'Ukraine, d'Hongkong, du Brésil et du Venezuela.

Ce classement repose sur sept indicateurs : niveau des exactions, étendue du pluralisme, indépendance des médias, environnement et autocensure, cadre légal, transparence et infrastructures.

Les « trous noirs » de l'information

Pays jugé le plus dangereux du monde pour les journalistes par RSF, la Syrie stagne à la 177e place sur 180 – juste derrière la Chine (176e) –, devant devant le Turkménistan (178e), la Corée du Nord (179e) et l'Erythrée (180e), un trio inchangé depuis l'an dernier.

L'Irak se classe 156e, et le Nigeria, 111e. Ces pays ont « vu cette année encore l'apparition de “trous noirs” de l'information », ajoute RSF, rappelant par ailleurs que « l'extension des exactions » commises par l'organisation Etat islamique, en Irak et en Syrie, « ont poussé à la fuite des journalistes ».

Les petits pays européens dégringolent, la France gagne une place

L'Italie, chute de 24 places, au 73e rang, en raison des « menaces notamment de la mafia et des procédures en diffamation abusives ». Plusieurs petits Etats européens chutent également au classement : le Luxembourg passe de la 4e à la 19e place, le Liechtenstein de la 6e à la 27e place et Andorre de la 5e à la 32e place, la plus forte chute. « Ce sont des situations assez comparables, avec une proximité entre les pouvoirs politiques, économiques et médiatiques qui génère des conflits d'intérêts extrêmement fréquents et qui ne cessent de prendre en importance », explique Reporters sans frontières.

De son côté, la France gagne une place, au 38e rang – le classement ne prenant pas compte l'attaque perpétrée le 7 janvier dernier contre la rédaction de Charlie Hebdo, précise RSF, qui déplore toujours un « secret des sources trop peu protégé » dans l'Hexagone.

Quant à la Finlande, elle conserve la première place du classement pour la cinquième année consécutive, suivie cette année par la Norvège et

le Danemark, qui se glisse dans le trio de tête.

Les pays africains en bas du classement

Malgré la progression de la Côte d'Ivoire (86e, + 15 places), les Etats africains sont toujours parmi les plus mal classés. Le Congo perd notamment 25 places (107e), et la Libye, 17 places (154e).

lemonde.fr

III) A Béziers, le laboratoire de la nouvelle extrême droite de Robert Ménard

Par Marine Turchi

Soutenu par le FN, Robert Ménard érige sa gestion en « exemple » et multiplie les coups de com'. Du vent pour certains. Pour d'autres, les bases d'un laboratoire d'une nouvelle extrême droite, à mi-chemin entre le FN, les identitaires et le modèle du maire d'Orange Jacques Bompard.

« On verra les résultats des élections dans deux mois. » C'est la réponse qu'apporte Robert Ménard à toutes les critiques. Le maire de Béziers, qui présente des candidats dans trois cantons en binôme avec le Front national, se targue d'avoir les Biterrois derrière lui. « *Les gens ont besoin de sécurité, de propreté, et aussi de rêver. Ils mesurent qu'ils ont une équipe qui diffère radicalement de la précédente. On va voir s'ils en sont contents ou pas. C'est le seul jugement qui m'importe.* »

Dans cette ville de 71 000 habitants, Robert Ménard met en place le laboratoire d'une nouvelle extrême droite, à mi-chemin entre le Front national, les identitaires et le modèle du maire d'Orange Jacques Bompard. « *Ici, ce n'est pas le Front national* », souligne son adversaire socialiste Jean-Michel du Plaa.

Pour ce conseiller général et municipal, une autre extrême droite s'est installée à Béziers, « *qui recycle les thèmes du FN, avec la touche personnelle de Ménard, et sans les contraintes qui pèsent sur les maires frontistes* ». Car ici, Ménard

« fait ce qu'il veut ».

Au conseil municipal, l'ancien patron de Reporters sans frontières invective les journalistes comme ses opposants politiques, « *le même petit monde* », explique-t-il à Mediapart. Aux premiers, il reproche de « défendre l'ordre existant et leur rêve, ce monde dont les gens ne veulent plus ». Les seconds sont qualifiés de « *traîtres à (leur) ville* ». Ce climat de tensions permanentes, il l'assume : « *Je ne suis pas un maire qui veut que les choses se passent comme elles se sont toujours passées. Quand vous faites le changement contre des gens qui ont amené la ville dans l'état où elle est, vous pensez que ça va se passer avec une fleur au fusil ?* »



Robert Ménard, dans son bureau à la mairie de Béziers, le 6 novembre 2014. © M.T. / Mediapart

À chaque séance municipale son effet d'annonce, qui sera abondamment relayé dans les médias : la baisse de 4 % des taxes locales, les blouses grises offertes aux écoles de Béziers ; le refus de retirer la crèche du hall de la mairie malgré la demande du préfet ; le « *sauvetage* » de l'emblématique librairie Clareton, menacée de fermeture ; le rachat par la ville des Galeries Lafayette.

Mais surtout une longue série de mesures sécuritaires pour appliquer son slogan d'une « *ville plus sûre, plus propre, plus belle* ».

Un arrêté anti-crachats ; l'interdiction d'étendre le linge sur les façades des immeubles visibles des voies publiques ; le couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans ; le retour du « *rappel à l'ordre* », auquel Ménard a joint un arrêt du versement des aides sociales de la ville en cas de non-réponse aux convocations ; la suppression de l'étude surveillée du matin aux enfants de chômeurs ; le retrait des aires de jeux à la prochaine dégradation. « *Au moins, depuis quelques mois, on parle de Béziers* », se félicite-t-il.

En novembre, le maire a déployé de grands moyens pour un nouveau coup de com', sur le prix de l'eau : campagne d'affichage de la ville, pétition, Une choc du journal municipal, dans lesquelles il demande de « *soutenir (son) action* » pour forcer l'agglomération à renégocier les tarifs auprès de la Lyonnaise des eaux. « *Je prends à témoin les Biterrois. J'aurais été président de l'agglomération, le prix de l'eau, les taxes auraient baissé* », affirme-t-il. « *C'est sa façon de faire. Moi je me suis engagé à une baisse du prix de l'eau, mais je ne veux pas brader cet engagement, répond le président de l'agglomération, Frédéric Lacas. Le contrat arrive à échéance fin 2016, nous avons fait appel à un cabinet d'études pour faire émerger la meilleure solution.* »



À gauche, la une du journal municipal d'octobre. À droite, la campagne d'affichage de la ville sur le prix de l'eau en novembre. © M.T. / Mediapart

Le 1er février, nouvelle campagne publicitaire, et nouvelle polémique. Pour annoncer qu'il a armé la police municipale, Ménard affiche un pistolet, « *nouvel ami* » des agents (voir ci-contre). Parmi ses « *succès* », le maire énumère la propreté et la sécurité du centre-ville. C'est sur ce périmètre-vitrine qu'il a concentré les moyens : une voiture de la police municipale stationne en permanence sur les allées Paul-Riquet, l'artère principale bordée de cafés et commerces ; des « *brigades de propreté* » itinérantes ont été mises en place et un « *préfet* » du centre-ville a été nommé pour piloter « *nettoyage, stationnement, pollution visuelle* ».

Maître en communication, Robert Ménard a organisé en novembre une réunion publique-bilan pour expliquer que 43 des 188 promesses de campagne avaient déjà « *été tenues* », le tout à coup d'anaphores : « *on m'avait dit "c'est impossible", nous l'avons fait* » (voir la vidéo). Il se félicite de sa baisse des impôts, un « *appel aux classes moyennes* ». Au « *nous* » « *citoyen* », dans lequel il se place comme « *maire des honnêtes gens* », il oppose « *cette poignée de politiciens et de journalistes qui nous font la morale* », «

confortablement installés dans les beaux arrondissement de la capitale ». De ces « sermons, les Biterrois se contrefichent », lance-t-il.



La campagne d'affichage lancée le 1er février 2015 annonce que la police municipale patrouille désormais armée. © Facebook / L'humour de droite

« Démago », « populiste », s'écrient ses opposants, qui rappellent que la baisse (symbolique) des impôts représente un manque à gagner de 2 millions d'euros de recettes, que les blouses aux frais de la ville sont restées au placard, que la plupart de ses arrêtés sont inapplicables ou inappliqués, que le linge et les paraboles ornent toujours les façades, que la pauvreté n'a pas été supprimée mais juste déplacée de quelques rues.

À deux pas des allées Riquet, un groupe de jeunes ne décolère pas contre le nouveau maire. « Le linge aux fenêtres, les paraboles, tout ça est là encore ! Il croit quoi Ménard, que tout le monde a les moyens de s'acheter un sèche-linge ? » s'agace l'un, en montrant les tags anti-Ménard inscrits par des riverains sur les murs d'une petite rue adjacente. « Il a augmenté le nombre de policiers, ils sont 80, ils sont armés maintenant ! » s'inquiète un autre.

LAPRESSEENREVUE.EU



Les allées Riquet, artère principale, font l'objet d'un grand nettoyage et de la présence permanente de la police municipale. © M.T./ Mediapart



À quelques rues du coeur historique de Béziers, les arrêtés de Robert Ménard ont été sans effets. © M.T. / Mediapart

Mais la bruyante majorité des électeurs de Ménard se dit satisfaite. À commencer par les hôteliers et commerçants du centre. « *Depuis que Ménard est là, on sent la différence !, s'exclame cette gérante d'un petit hôtel du centre. Tout ce qu'il a promis, il est en train de le faire. Il nous met de l'ordre. Devant mon hôtel, il y avait des crottes de chien, il a agi. Il y avait des dealers, ils ne sont plus là. Le centre est propre. Ailleurs ça viendra, il ne peut pas tout faire ! Le Français moyen ne pouvait plus rester dans le centre-ville. Il y a des Chinois, des Japonais, des Espagnols, etc., mais il y a un pays qui ne s'adapte pas. Ils touchent les aides, ils ne travaillent pas, ils portent le voile. Moi je suis étrangère, je me suis adaptée.* »

Ses opposants de droite comme de gauche se désolent qu'« on surfe sur des campagnes publicitaires » et se refusent à « commenter la moindre mesure » d'un maire qui « n'existe que par les médias ». « Ménard est dans l'immédiateté, il dit aux Biterrois : *“Que voulez-vous entendre aujourd'hui ? Je vous le dis.” C'est la méthode FN* », assène son adversaire UMP Élie Aboud, issu de la Droite populaire. « *L'essentiel de ce qu'il a fait pour l'instant, c'est de la communication. Moi je jugerai sur pièces* »,

explique le socialiste Jean-Michel du Plaa, qui prône une « désintox » des mesures municipales.

Mais derrière ces effets d'annonce, le maire pose brique après brique les bases de sa « révolution municipale », dont il avait dessiné les contours sur son blog en 2012, en décrivant un centre-ville « délabré », où « les paraboles punaient les façades d'immeubles occupés par des pauvres, des Maghrébins, des gitans » et où « les bourgeois ont fui ». « Les personnes que je rencontre ne me parlent que de ça. Elles se vivent en insécurité, étrangères à leur propre ville », « elles veulent juste se sentir chez elles », écrivait-il. Aujourd'hui il martèle vouloir « faire la guerre à la saleté », « à la laideur », « à la petite délinquance et aux incivilités », « aux gaspillages », « se battre pour ramener de la beauté », « pour une résurrection de ce que fut Béziers et de ce qu'elle doit devenir ».



Aimé Couquet, à la permanence du Parti communiste, à Béziers. © M.T. / Mediapart

« C'est un laboratoire d'extrême droite qu'il met en place, car tout cela stigmatise les immigrés et les pauvres », dénonce le communiste Aimé Couquet, adversaire coriace au conseil municipal. « Il envoie des messages subliminaux : le linge aux fenêtres, les paraboles, etc. Une majorité de gens comprend "on va se débarrasser des Arabes" », estime Jean-Michel du Plaa. Pour l'élu socialiste, le maire s'attaque uniquement à la question de la sécurité « alors que c'est aussi un problème de l'école, du social » : « Il a fait campagne sur l'extrême dégradation du centre-ville. 40 % de la population de certains quartiers ne vit que des minima sociaux. Pour lui, il faut virer les pauvres, les gitans, les immigrés. Mais c'est parce que le centre-ville est dégradé que seuls les pauvres acceptent d'y vivre. C'est à cela qu'il faut s'attaquer. »

« Il joue l'apolitique, mais l'idéologie s'installe dans les choix culturels, dans l'attitude avec le personnel de mairie, dans un projet sécuritaire sans vision à long terme », constate Alain Renouard, le directeur du service médiation licencié par Ménard. « Il a amplifié le sentiment d'insécurité en répétant que "Béziers, c'est sale", "c'est Chicago", "les mamies se font voler leur sac à main". Il mélange délinquance et incivilité, il fait de la répression alors qu'il faut de l'éducation. » En témoigne selon lui le rattachement de son service médiation à la police municipale.



Jean Robert, directeur du centre social Arc-en-Ciel, dans le quartier populaire de la Devèze. © M.T. / Mediapart

Alors que la ville est la 9e plus pauvre de France, et que près de 33 % des Biterrois vivent sous le seuil de pauvreté, la politique sociale vient après la sécurité. Ménard a renforcé et armé la police municipale, mais le centre communal d'action sociale (CCAS) a vu sa subvention diminuer de 365 000 d'euros et l'épicerie sociale qui en dépend a réduit ses services. « Le CCAS ne donne plus à manger aux gens, donc ils viennent chez nous », explique Jean-Louis Gral, le directeur du

Secours populaire à Béziers, qui peine à faire face à cet afflux, d'autant plus dans un contexte national d'augmentation de la pauvreté. « Mensonge !, s'insurge le maire. Demandez au parti communiste, ça ira plus vite ! »

Alors que Robert Ménard annonce un « budget de rupture » et des « choix de rigueur » pour 2015, plusieurs associations craignent pour leur subvention. Le maire a déjà supprimé l'office municipal des sports, et pourrait réduire la subvention du centre social de la Devèze. « Ce n'est pas tranché, mais ils ont beaucoup de problèmes d'argent, on a déjà donné de l'argent l'an dernier », justifie-t-il. « On sort d'une grave crise, on n'a pas de fonds de réserve, une telle baisse nous ferait mettre la clé sous la porte », s'inquiète Jean Robert, son directeur, qui reproche au maire de ne pas « connaître l'importance des centres sociaux dans les quartiers » où il « ne vient plus ».

Pour Jean-Michel du Plaa, « il n'y a pas de politique sociale », que Robert Ménard « ne veut pas faire et délègue aux associations et au privé ». « Il tue le social en déplaçant le problème, constate aussi Yacine*, un jeune éducateur spécialisé. Il écarte les SDF à la périphérie. Les maisons de quartier sont délaissées : un projet a été arrêté alors que les travaux avaient commencé ; une autre n'a pas d'animateurs. »

Le maire, lui, assure « mettre le paquet » sur « le monde associatif et le social », sans pour autant donner de chiffres, et renvoie vers ses administrés : « Demandez aux Biterrois. La ville n'a jamais été aussi propre qu'aujourd'hui. Et quand on aide le centre-ville, on aide le quartier le plus pauvre de la ville. » Il vante aussi sa « mutuelle sociale » mise en place par une société extérieure et le million d'euros supplémentaire pour l'entretien des écoles.

La « révolution de l'esprit » de Robert Ménard

Dans les quartiers alentour, la situation ne s'est pas améliorée, elle aurait même « empiré » par endroits selon ses opposants. Comme à la Devèze,

quartier populaire qui a perdu sa supérette et où le maire a mis à exécution sa menace de retirer les aires de jeux en cas de dégradation.



Dans le quartier populaire de la Devèze. © M.T./ Mediapart

Une autre catégorie est dans le viseur du maire : les fonctionnaires. En septembre, Robert Ménard a réuni l'ensemble du personnel pour leur « tenir un discours de vérité », « franc, viril ». Dans son intervention, il distingue « la qualité et la médiocrité », les « bons agents » et les « mauvais », qui « sont une plaie pour la ville » et qui « font du tort à tous les autres et aux Biterrois ».



Le journal municipal de Béziers d'octobre 2014.

« Il est possible que tout le monde ici n'ait pas encore compris la portée de la révolution des mentalités que j'attends », « que certains imaginent que pourraient perdurer des habitudes,

des facilités, contraires à l'intérêt général (...). Ce temps-là est terminé ! » lance le maire. « Vous appartenez à un corps au service de la Cité. Rien d'autre ne compte. Votre travail sera mesuré à cette aune », ajoute-t-il. Parmi ses annonces, un nouvel organigramme des services avec la suppression « des titres de directeurs de pôles », l'élaboration d'« un instrument de mesure de l'efficacité municipale » et « un contrat d'objectif » signé par les directeurs. « Un seul critère : le mérite ! » martèle Ménard, en affirmant que son « but n'est pas de surveiller les agents ».

Le discours a été durement vécu en mairie. « Les agents ne sont pas très aimés, alors il tape sur nous. Il dit qu'il a des employés fainéants, mais les balayeurs sont là à 6 heures ! » s'insurge un employé communal. « Son projet, c'est de casser les fonctionnaires. Il les stigmatise, les monte les uns contre les autres », estime Alain Renouard, qui a choisi de porter son cas devant le tribunal administratif. Robert Ménard, lui, hausse les épaules : « Vous avez vu une grève à Béziers ? Tout se passe bien. On m'avait dit qu'on allait mettre le feu, rien. Vous ne pouvez pas penser que vous allez changer les choses et ne pas les changer. J'espère bien que c'est différent ! »

Le maire veut instaurer « une révolution de l'esprit », qu'il définit ainsi à Mediapart : « C'est de la volonté, l'arrêt de la résignation, de la rigueur dans la gestion, l'écoute des gens, la prise en compte de leurs besoins immédiats. » Ce « nouvel état d'esprit » s'accompagne surtout de marqueurs idéologiques forts : l'arrivée d'identitaires dans l'équipe de Robert Ménard, dont son directeur de cabinet, André-Yves Beck, l'ancien idéologue de Jacques Bompard passé par plusieurs groupuscules d'extrême droite radicaux ; la nouvelle ligne du journal municipal, arme de communication forte ; les conférences « Béziers libère la parole », dont les invités (Éric Zemmour, Philippe de Villiers, Laurent Obertone) cultivent le même logiciel réactionnaire.



Dans le journal municipal, Robert Ménard présente sa réunion des agents comme « une première dans l'histoire de Béziers ».

Ses discours sont aussi l'occasion de décliner les fondamentaux des droites extrêmes. Le 14-Juillet, il intrigue par ses références à la monarchie, en expliquant que la fête nationale n'est pas « la célébration de la prise de la Bastille », mais celle de « la fête de la fédération » de 1790 qui « a consacré ce que l'ancienne royauté avait préparé ». En ouverture de la feria, il organise une messe publique, et est désapprouvé par l'archiprêtre de la ville, qui dénonce une instrumentalisation du culte catholique. En octobre, il se rend en Syrie pour soutenir la communauté chrétienne de Maaloula et scelle un jumelage avec la ville.

Robert Ménard a aussi débaptisé la rue dédiée à la fin des combats en Algérie, pour lui donner le nom d'Hélie Denoix de Saint-Marc, ce militaire qui a participé au putsch des généraux en 1961. Une « réécriture de l'Histoire » pour son adversaire socialiste Jean-Michel du Plaa. Il a rendu hommage aux harkis en septembre et aux morts de l'OAS en juillet, en retraçant heure par heure le « massacre généralisé » du 5 juillet 1962, « un jour de honte pour tous ceux qui ont couvert ces assassinats de leur silence ». « Sans la France, pas d'Algérie ! » déclare-t-il, dans la droite ligne de son livre Vive l'Algérie française (2012) qui fustigeait les « mensonges sur le bilan de la colonisation, largement positif en termes d'infrastructures ».

Mais c'est son discours au rassemblement républicain à Béziers, après l'attentat de Charlie Hebdo, qui a été le plus controversé. Il évoque « l'ennemi » de la « civilisation française et européenne » et le risque d'un Paris transformé « en Kaboul ». Des sifflets, huées et des « Pas de politique ! » fusent de la foule (voir la vidéo à partir de 21'20) :

https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=beAjpE7KSIY

« C'était un large rassemblement, pas du tout dans l'ambiance de ses meetings de promotion où le public lui est acquis, et cela s'est ressenti. C'est la première fois qu'il est mis en défaut », raconte Cyril Hennion, militant à la Ligue des droits de l'homme (LDH) et au PS. Pour Christophe Coquemont, cofondateur de l'Union citoyenne humaniste de Béziers, et candidat socialiste aux cantonales, le maire « a raté un grand coup » : « Tout le monde a vu qu'il faisait de la récupération. »



Le journal municipal de Béziers de janvier 2015.

municipale » ; à la une de son journal municipal (ci-contre) et dans un communiqué sur la même tonalité que le Front national : « Non, les assassins ne sont pas des "fous" ou des "marginiaux". Ce sont des tueurs islamistes qui veulent imposer la terreur comme leurs congénères de Syrie ou d'Irak », écrit-il en faisant le lien avec « trente ans d'immigration galopante ». Il a d'ailleurs déploré qu'« on montre du doigt le Front national », qui « a des comportements qui ne sont pas moins républicains que ceux de n'importe quelle autre formation politique ».

« Sa "révolution municipale" est vue comme la révolution nationale de Pétain », affirme Jean-Michel du Plaa. Plusieurs élus et employés municipaux interrogés s'inquiètent d'une ambiance « délétère » et d'un maire « très autoritaire » et « colérique ». Pour le communiste Aimé Couquet, Ménard a « installé la peur, auprès du personnel municipal, des associations qui ont la trouille de perdre leur subvention, de la population. Il a dressé les populations les unes contre les autres, les gens se regardent en chiens de faïence ».

Certains de nos interlocuteurs n'ont accepté de s'exprimer que sous couvert d'anonymat. D'autres ont, à la dernière minute, refusé de voir leur nom dévoilé. Comme Yacine*, éducateur spécialisé, qui craint que son association ne perde sa subvention municipale s'il critique la politique sociale de Ménard. Un employé communal décrit « un climat bizarre, de délation. Il faut faire attention à tout, à qui on parle, à ce qu'on dit. C'est tendu et tout remonte au cabinet du maire ».

« **Enfin, monsieur le maire, on est entre nous !** »

Le maire sait aussi prendre ses adversaires à contre-pied. Il a récemment annoncé sa présence à la soirée de soutien à La Marseillaise, quotidien engagé à gauche, et actuellement en grandes difficultés financières. À son arrivée à la mairie, il a aussi tenté de séduire responsables associatifs et directeurs de services de l'équipe sortante. « On l'a vu en tête à tête. On avait apporté une page rappelant nos valeurs, il a lu et répondu : "Je les partage complètement" », se souvient le directeur du centre social de la Devèze. « *C'est un grand séducteur et communicant, il nous avait fait un bon accueil, il s'est présenté comme quelqu'un d'apolitique et dans l'action, qui laissait la main aux techniciens "qui ont les compétences", raconte Alain Renouard. Puis il a laissé place progressivement à un autre personnage, qui ne connaît rien et décide, exige, sans concertation. Il se conduit en maître incontesté qui ne supporte pas la contradiction.* »

« *Il n'y a pas de discussions, il y a le roi, qui dit : "j'ai une communication à faire", et les gens s'exécutent* », reproche le conseiller municipal RPF Brice Blazy, qui a lâché Ménard pour rejoindre la droite. L'élu raconte avoir été « *convoqué* » par le directeur de cabinet de Ménard qui « *(lui) a expliqué qu'il "ne fallait pas faire de politique car le maire ne voulait pas". Faire de la politique pour Ménard, c'est parler d'autre chose que de Robert Ménard* ».

À la librairie Clareton, la gérante raconte elle aussi avoir été « *convoquée* » par André-Yves Beck au moment où la mairie tentait de racheter l'établissement. « *Il m'a dit : "Vous serez sous mon contrôle, vous me ferez un rapport sur la gestion." Il m'a interdit de prendre des notes pendant l'échange.* » Robert Ménard l'a lui aussi « *convoquée deux fois par semaine cet été, se souvient-elle. Il me pressait : "Alors, vous en êtes où ?" Il m'a dit de ne pas parler à la presse* ».



La librairie Clareton, établissement historique de Béziers. © M.T. / Mediapart

Avec la presse aussi, les relations sont très tendues. Celui qui a défendu avec RSF la liberté de la presse pendant 25 ans multiplie les attaques envers Midi-Libre, et a déposé une plainte pour diffamation. En juillet, il a réglé ses comptes avec le quotidien dans son journal municipal en dénonçant sur deux pages « *l'erreur, l'inexactitude, l'à-peu-près* » qui « *semblent être devenus la règle* » depuis son élection. « *C'est un journal comme vous, c'est-à-dire bourré de certitudes, d'a priori, de peu d'intérêt pour les gens et de beaucoup d'intérêt pour le monde politique. Que nos rapports soient tendus, c'est normal* », justifie aujourd'hui le maire.



L'article attaquant Midi-Libre dans le journal municipal.

Robert Ménard s'est aussi penché sur les sources de Mediapart, après l'un de nos articles : « *Je ne doute pas que ce média entretienne des liens étroits avec l'opposition biterroise, puisqu'une de ses journalistes est déjà venue enquêter à Béziers à propos d'un autre licenciement* », explique-t-il sur son site Boulevard Voltaire. « *Mediapart (a) longuement cherché ce qui n'existait pas, allant jusqu'à promettre l'anonymat à d'anciens employés du service de l'agent licencié pour peu que ceux-ci consentent à apporter des témoignages à charge contre nous...* »

Le maire fustige également certaines associations : le Secours populaire, dont il dénonce la « *vision politique* », la Ligue des droits de l'homme (LDH), *dépeinte en organisation « gavée de subventions publiques aux frais des contribuables »*. « *Et un et deux et trois zéro !* », écrit-il dans un communiqué à l'issue de la première manche juridique contre la LDH, qui a déposé des recours contre ses arrêtés.

Pour Jean-Michel du Plaa, Robert Ménard profite aujourd'hui d'une « *grande faiblesse de la société civile* ». D'autant que sa victoire a conforté ses 47 % d'électeurs et « *libéré la parole* », pensent ses opposants. « *Ceux qui n'ont pas voté pour lui sont*

très en retenue, à l'inverse de ses électeurs qui *s'expriment beaucoup* », note Aimé Couquet. Comme ce Biterrois, qui a lancé à Robert Ménard lors de la feria : « *Enfin, monsieur le maire, on est entre nous !* » Yacine*, l'éducateur spécialisé, raconte ainsi son exaspération d'entendre les élus de la majorité de Robert Ménard lui adresser un *systématique* : « *Nous, on a aucun problème avec les étrangers.* »

Ses opposants parient sur un « *choc de réalité* ». « *Six ans après, les Biterrois verront que rien n'a changé. Robert Ménard ne veut pas de HLM en centre-ville, mais il faut reloger les gens. Il concentre les moyens sur le centre-ville, et cela se ressent dans les autres quartiers* », résume Jean-Michel du Plaa. « *C'est une coquille vide, les gens vont s'en apercevoir. Contrairement à Jacques Bompard, il ne se soucie pas de la réalisation* », affirme Alain Renouard. « *Il y a toujours l'état de grâce quand un nouveau maire arrive, mais après ?* » interroge l'UMP Élie Aboud.

Depuis quelques mois, certains sentent un frémissement. Les vœux du maire à la population n'ont réuni que 400 personnes. Les premières fissures apparaissent au sein de sa majorité. Après le départ de l'élue RPF, « *certaines élues commencent à dire qu'ils n'avaient pas rejoint Ménard sur de telles positions d'extrême droite* », rapporte Aimé Couquet.

De son côté, la gauche, divisée politiquement, « *s'est unie par les associations, affirme Christophe Coquemont, de l'Union citoyenne humaniste. Aujourd'hui on travaille avec les communistes, avec la LDH, etc.* ». Un journal d'opposition à Ménard a été créé par une quinzaine de citoyens et militants de gauche. Plusieurs organisations qui planchent sur un projet d'immeuble associatif organisent en mars un « *Printemps des peuples* ». La Ligue des droits de l'homme va décliner à Béziers une Coordination nationale contre l'extrême droite (Conex) pour mettre en lien les militants syndicaux, politiques et associatifs. « *Il*



Christophe Coquemont et Cyril Hennion, militants socialistes de l'Union citoyenne humaniste de Béziers. © M.T. / Mediapart

y a une demande, les gens disent "comment on peut s'organiser ?". Donc il faut être présent, s'exprimer », prône Aimé Couquet.

Mais Robert Ménard entend bien étendre son « *laboratoire* » et répète que ce qu'il fait pour Béziers « *peut servir d'exemple* » ailleurs. « *Le problème, ce n'est pas Ménard, ce sont ses idées, explique son adversaire communiste. Marine Le Pen a besoin qu'il y ait un parti plus à droite que le FN pour apparaître comme moins extrémiste. C'est réussi.* »

Le "nouvel ami" des policiers de Béziers déjà tourné en ridicule

Par L' Obs

La police municipale de Béziers est désormais armée, nous apprend une affiche qui ne fait pas dans la dentelle. La campagne de communication est déjà moquée sur les réseaux sociaux.



Quelques internautes ont détourné l'affiche de la mairie de Béziers annonçant que les policiers allaient être armés (capture d'écran/ @TommeBlur).

C'est une communication plutôt virile qu'a voulu mettre en avant la ville de Béziers. "Désormais la police municipale a un nouvel ami", peut-on lire depuis ce mercredi 11 février sur une affiche placardée dans les rues de la ville, montrant un pistolet en gros plan avec un écusson tricolore sur la crosse.

La campagne a été lancée par la municipalité, dirigée par Robert Ménard, élu avec le soutien du Front national. "Armée 24h/24 et 7j/7, police municipale de Béziers", est également écrit, en plus petit, sur l'affiche concernée, présente un peu partout dans la ville.

Depuis le 1er février, la police municipale biterroise est équipée d'armes létales, en l'occurrence des 7.65 automatique, selon "le Midi-Libre", qui précise que neuf policiers patrouillent d'ores et déjà avec cette arme, essentiellement la nuit.

Si l'affiche a suscité l'émotion sur Twitter, certains internautes ont préféré en rire. C'est par exemple le cas de @TommeBlur, qui, en guise de meilleur ami de la police, a désigné la bouteille de Ricard. Dans le genre cliché, @Nikal83 et @1Con_citoyen ont noté que si les policiers avaient bien des armes, ils n'étaient pas forcément



View image on Twitter

Hamilcar @HamilcarB

#Béziers : la police municipale va aussi recevoir de nouvelles motos...

#MenardTexasRanger

12:20 PM - 11 Feb 2015



Ahmed Meguini 🖋️ @Meguini

Follow Désormais la police municipale à un nouvel ami #Beziers #Menard

12:10 PM - 11 Feb 2015

L'OB

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Procédure d'exclusion lancée pour la candidate PS Brigitte Tironneau

Par C.Dubois



Alors que la conseillère générale sortante PS Brigitte Tironneau, qui a accédé à l'assemblée départementale en 2012 suite à l'élection à l'Assemblée nationale de Jean-Jacques Bridey dont elle était remplaçante, a décidé de se représenter en binôme avec le PCF Stéphane Coloneaux,

contre l'avis de sa fédération départementale mais avec le soutien d'une partie du PS local, notamment celui de l'ancien maire de l'Haÿ-les-Roses et conseiller général sortant Pierre Coilbault, qui l'a fait savoir dans une lettre de soutien ce weekend, le PS a décidé de lancer une procédure d'exclusion.

La demande officielle d'exclusion de Brigitte Tironneau sera à l'ordre du jour du bureau national du mardi 17 février et les élus de l'Haÿ et autres militants qui soutiennent le ticket dissident seront convoqués en commission fédérale des conflits, indique la fédération PS du Val de Marne qui regrette « *l'irresponsabilité de certains camarades qui préfèrent la trajectoire personnelle à l'aventure collective.* »

5 réponses à Procédure d'exclusion lancée pour la candidate PS Brigitte Tironneau

Une fois de plus le despote Carvounas impose sa gouvernance. Refus de démocratie et véritable rouleau compresseur cet homme, qui va finir droit dans le mur. On constate la démocratie et l'écoute chez les socialistes. Tu fais ce que je dis, où tu dégages. Seule la voix des PETITS chefs compte.



Carotène dit :
11 février 2015 à 9 h 35 min

Comment croire que Luc Carvounas « *préfère la trajectoire personnelle à l'aventure collective* » ! D'ailleurs, il va démissionner de ses mandats de sénateur et de maire, et autres cumuls, pour laisser la place aux suivants de liste, c'est dire...



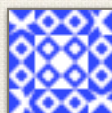
Pedro dit :
11 février 2015 à 10 h 43 min

Exclure de son parti la seule candidate qui a une chance de rassembler les citoyens comme les militants de gauche sur ce canton... Non seulement les « chefs » de la fédé du PS font preuve de tyrannie, mais en plus passent pour des blaireaux !



Désabusé dit :
11 février 2015 à 11 h 44 min

Voilà une démonstration pitoyable des querelles intestines du parti à la rose, où il est regrettable de constater que les vengeances personnelles et les questions d'égo prennent parfois (trop souvent !) le pas sur l'intérêt général – et ce n'est pas Mme Tironneau que je vise là. C'est une bonne élue, investie dans les missions que les citoyens lui ont confiées et dévouée. C'est, aussi, la seule susceptible de pouvoir éviter le plongeon total aux socialistes sur ce canton. Quel gâchis !



Libertad dit :
12 février 2015 à 1 h 12 min

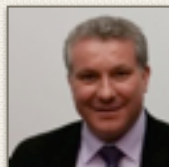
Décidément, le *champion des cumulards du PS* dans le val de Marne nous surprendra encore et toujours, le voilà aujourd'hui orchestrant l'exclusion d'une élue sincère et RESPONSABLE dont le seul tort est de vouloir rassembler à Gauche alors que son amie Sandrine Bernard, candidate aux dernières municipales à Ivry/Seine lui ayant soi-disant « désobéi » en refusant de rejoindre le PC au second tour et qui a massacré le PS local en terminant derrière l'UMP, Elle est toujours là!!!!Trajectoire personnelle vs intérêt Collectif, c'est toujours le même qui décide!!!



Eprard dit :
11 février 2015 à 8 h 30 min

V) Le MRC somme le PCF de faire l'union au Kremlin-Bicêtre (Le)

Par C.Dubois



« L'annonce d'une candidature Front National sur le canton Kremlin-Bicêtre-Gentilly doit appeler le PCF à la responsabilité! » plaide à nouveau Jean-Marc Nicolle, 1er secrétaire du MRC Val de Marne.

« Déjà, les autres partis de droite UMP-MODEM-UDI s'étaient entendus pour présenter des candidatures communes. Les risques de voir le canton basculer à droite sont plus que jamais une réalité envisageable. L'élection législative partielle de dimanche dans le Doubs doit nous instruire localement. Sans l'union et le rassemblement des forces de gauche, le PS aurait perdu un siège de député au profit du Front national. Dans ces conditions, l'entêtement du Parti communiste à se présenter seul sur le canton Le Kremlin-Bicêtre – Gentilly paraît incompréhensible pour les Gentilléens et les Kremlinois. Le MRC, soutenu par le Parti socialiste et le Parti radical de gauche appelle le PCF à entamer de nouvelles discussions pour que cesse la division au profit de l'union. La proposition équilibrée de deux candidats titulaires du PCF, dont le conseiller général sortant, et deux candidats du MRC apparaît comme une absolue nécessité », détaille Jean-Marc Nicolle.

Lors des élections municipales de mars 2014, le MRC Jean-Luc Laurent avait battu l'UMP Arnaud Weber au second tour à 55,35% contre 44,65% tandis que Patricia Tordjman avait battu au premier tour (il n'y avait que 2 candidats en lice) Benoit Crespin à 68,08% contre 31,92%. Le Front National n'était présent dans aucune des deux communes. Une franche majorité à gauche donc. Sauf que l'on ne vote pas exactement la même gauche à Gentilly et au Kremlin, de quoi diviser les voix et risquer une troisième position derrière la droite et le FN.

Les candidats ayant annoncé leur présence dans le canton (sous réserve de nouvelles candidatures)

MRC-PS : Sarah Benbelkacem, maire-adjointe au logement MRC au Kremlin-Bicêtre et Jérôme Giblin, conseiller municipal délégué à la santé et

au handicap PS au Kremlin-Bicêtre sont candidats titulaires. Christine Achour, conseillère municipale PS à Gentilly, et Estéban Piard, président du groupe MRC-PRG au Kremlin-Bicêtre sont remplaçants.

Front de Gauche : Alain Desmarest et Fatiha Aggoune candidats titulaires PCF, avec pour suppléants Ibrahima Traoré (Sans étiquette) et Patricia Tordjman (PCF).

EELV : Nadine Herrati et Bernard Chappellier sont titulaires. Léna Amoura et Soufiane Lahrim suppléants.

UMP, UDI et Modem : Benoît Crespin (UMP Gentilly) et Nadia Chiboub (Modem Le Kremlin-Bicêtre) sont les candidats titulaires.

FN : Alexandre Romensky et Gabrielle Vuillard sont titulaires.

Une réponse à Le MRC somme le PCF de faire l'union au Kremlin



Pierrette dit :
12 février 2015 à 8 h 18

Pourrait-on m'expliquer le point commun entre les Communistes et chevenementistes ? En faisant abstraction de ces combines électorales.



LAPRESSEENREVUE.EU

**La Presse en Revue part
aux skis du 15 au 23
février 2015**



Bonne neige...



A Suivre...
La Presse en Revue